

L'économie peut aussi être solidaire



Ce pan de l'économie départementale emploie près de 5700 salariés. C'est dans les locaux de la Chambre des métiers et de l'artisanat, à Nice, que les débats et échanges du Club de l'économie La Provence ont eu lieu hier matin.

La Provence, 26/09/15

Une économie au service de l'humain

Loin de la recherche de profit, un nouveau modèle économique basé sur le social et la solidarité se développe dans le département. Le Club de l'économie La Provence s'est penché hier matin dans un débat animé et enrichissant

Business à tout prix, stock-options gonflées d'euros, objectifs surdimensionnés, stress frôlant le burn-out des temps modernes. Un univers à des milliers d'années-lumière des entreprises "sociales et solidaires". Ce modèle économique se développe notamment dans les territoires ruraux. Comme une réponse à la crise, une bouffée d'air à la mondialisation.

Dans les locaux de la Chambre de métiers et de l'artisanat, invités et partenaires du Club de l'économie La Provence se sont penchés hier matin sur ce pan de l'économie départementale dans un débat animé et enrichissant.

Emplois locaux, valeurs humaines, projets d'avenir, autant de caractéristiques communes à toutes ces entreprises et associations. "Une des différences entre l'économie capitaliste et l'économie sociale est la gouvernance. Chez nous, ce sont les adhérents qui font la mutuelle. Nous avons l'obligation de dégager des excédents mais il n'est pas distribué aux actionnaires. Nous n'en avons pas. Ça nous permet de développer l'entreprise" explique Gérard Benoit, président de la Mutuelle de France.

Tous ensemble

Dans ce modèle, la gouvernance est souvent bénévole et toujours participative. Le but et les moyens sont communs. Cet univers est-il pour autant si loin du monde économique classique ?

"On vit dans la même économie de marché, dans le même cadre institutionnel, alors dans la pratique, on a des problématiques similaires avec l'entreprise classique. Mais on apporte des réponses sociales, c'est-à-dire équitables et solidaires dans l'intérêt collectif. Et on se distingue aussi par le bénévolat" souligne Tristan Klein, responsable du Piles 04.

Ces mêmes bénévoles qu'il faut former pour qu'ils acquièrent les compétences nécessaires. Comme à l'ADMR. "On leur demande de multiples compétences alors il faut s'en donner les moyens. La formation fait partie de notre rôle de manager. Je propose à nos salariés des formations qualifiantes mais aussi à

nos bénévoles" évoque Emmanuelle Martin, trésorière de l'ADMR et maire de Mallemoison. "L'ADMR se considère comme une entreprise avec les mêmes problèmes. Sur le 04, on a 600 salariés. C'est une économie d'avenir!"

"On n'est pas au pays des bisounours"

Entre l'économie sociale et solidaire et l'économie classique, la situation n'est donc pas si manichéenne.

"Chez nous, on a coutume de dire "statut n'est pas vertu". On est une association mais on n'est pas au pays des bisounours. Tout ne se passe pas nécessairement bien. Il suffit de voir les Prud'hommes pour s'apercevoir que pas mal d'associations se retrouvent en défaut. Pourtant c'est bien cette notion de projet commun, cette gouvernance sous forme démocratique qui sont notre garde-fou. Ça permet à nos structures de se distinguer des entreprises qui poursuivent des objectifs de profit individuel. L'économie est bien au service de l'homme et non pas l'inverse!" précise Henry Etcheverry, président de l'Udess et de la ligue de l'enseignement. "Il y a trois économies: marchande, sociale et administrée. Une de ces trois ne doit pas prévaloir. On est dans un écosystème qui doit fonctionner ensemble. Mais tout ne se vaut pas et tout n'est pas pareil."

Sur le terrain bas-alpin

Dans les Alpes-de-Haute-Provence, les petites entreprises sont légion. Et le lien est très ténu. "Dans notre territoire, 97% des sociétés ont moins de dix salariés. La relation du chef d'entreprise avec ses collaborateurs est plus proche d'un objectif commun et d'une équipe de foot, que de la recherche de profit des fonds de pension qui exigent 15% de rentabilité nette" revendique Denis Vögade, chef d'entreprise et président de l'union des entreprises.

"Notre intérêt est la complémentarité. Sans valeur sociale et solidaire, aucune entreprise n'est viable", souligne Emmanuelle Martin. Ce modèle économique émergent est une force de plus pour que le territoire lutte contre la crise.

Laure GARETA
lgareta@laprovence-press.fr



Autour de la table, les débats ont été vifs et constructifs, car au club, l'échange est primordial. / PHOTOS S.O.

ILS ONT DIT...

Transparence, respect et nouveaux modèles économiques



Laure Vial, vice-présidente de la chambre des métiers et de l'artisanat et chef d'entreprise
"On a besoin de transparence et de respect. Beaucoup de chefs d'entreprise ont baissé leurs revenus pour préserver les salaires. C'est aussi de la solidarité. Les Scop (société coopérative) représentent 10% des immatriculations au répertoire des métiers. À la CMA, on est attentif à cet essor."



Dominique Bertho, représentant de la communauté d'agglomération DLVA
"En discutant, on s'aperçoit qu'on a les mêmes valeurs. On doit valoriser le "bien vivre". C'est notre clément public, nous sommes là pour aider, soutenir et avancer dans ce sens. Il n'y a pas de clivage, nous sommes tous dans une solidarité territoriale."



Marie Noley, responsable du village vert de Forcalquier
"Notre coopérative et notre groupement d'agriculteurs et de consommateurs sont une réussite. Mais être bénévole avec un statut marchand est difficile à gérer. On a des salariés, on aide les adhérents sur leur ferme en cas de pépins mais on manque de compétences. C'est un frein au développement. Il faut se former."



Catherine Reybard, directrice de l'Adapei 04
"On se considère comme une entreprise. Notre association embauche environ 550 personnes. Productif est un terme qu'on emploie de plus en plus dans nos établissements et service d'aide par le travail (Ésat). On n'est pas dans l'assistantat. On a des compétences. Il n'y a pas de charité, ceux sont des travailleurs."



Bernard Péri, président de la plateforme Initiative Alpes du Sud
"Il n'y a pas une économie marchande et une économie sociale de grande valeur. Tout peut être complémentaire. Ne regardons pas ce qui nous oppose mais fixons ce qui nous rassemble. La crise fait mal car nous sommes dans une transition avec de nouveaux modèles économiques à trouver."

LE CHIFFRE 5700

salariés travaillent dans ce secteur dans les Alpes-de-Haute-Provence. Avec plus de 900 établissements employeurs, l'économie sociale et solidaire est un des principaux pourvoyeurs d'emplois du département. Dans cette économie de proximité, ce sont près de 130 millions d'euros de salaires bruts distribués par an.

LE PROJET

Gesper

L'association d'ignois spécialisée dans le développement durable travaille sur la création d'un pôle ESS (Économie sociale et solidaire). La porte est ouverte à toutes les structures qui partagent les valeurs de cette économie. Peu importe le statut, l'important est la complémentarité et le partage. Ce projet devrait voir le jour d'ici deux ans.